les dividendes différés et les fonds renouvelables, et il a été impossible de déterminer si ces crédits étaient un passif ou une partie du capital et du surplus. Les sommes qui devront être payées à une date fixe ou sur demande entreront dans une catégorie et les sommes qui pourront être payées lorsque la situation le permettra ou lorsque les directeurs le décideront entreront dans une autre catégorie.

Les recommandations portent qu'il sera permis de déduire l'intérêt sur les placements de tout genre ou sur les prêts à la société qui ont une date fixe d'échéance à laquelle l'intérêt est payable annuellement à un taux fixe lorsque le prêt ou le placement est fait. De même, sera admissible l'intérêt sur tout genre de prêt ou de placement qui peut être retiré moyennant un avis pourvu que l'intérêt à un taux fixé d'avance soit payable annuellement. Restent imposables l'intérêt payé à des taux différents ou seulement s'il est gagné et l'intérêt sur des placements sans date d'échéance et non rachetables après avis.

En ce qui concerne l'avis raisonnable de retrait des ristournes ou des prêts à la coopérative ou des placements dans celle-ci, on nous rapporte à la coutume établie en Grande-Bretagne et mentionnée dans l'annexe D du rapport. En Grande-Bretagne, les règlements des sociétés stipulent un avis raisonnable pour les gros retraits et limitent à 10 p.c. le nombre d'actions qui peuvent être rachetées en une année quelconque. En temps de crise les directeurs peuvent temporairement suspendre le rachat des actions.

PARTIE II.—Le revenu des caisses populaires est exempté d'impôt en vertu de l'article 4, alinéa (q) de la loi de l'impôt de guerre sur le revenu. Toutefois, il y a certaines difficultés fiscales en raison de l'organisation de fédérations et parce qu'une grande partie du revenu provient de l'intérêt sur des placements, dans les emprunts de la Victoire principalement. La déduction de l'impôt sur le revenu des particuliers à la source, au taux de 7 p.c. sur les dividendes sur actions, a été considéré comme un ennui parce qu'une grande proportion des membres n'étaient pas assujettis à l'impôt et que le montant déduit devait être réclamé à l'Etat et remboursé par lui.

Les commissaires recommandent que l'article applicable soit modifié pour préciser que l'exemption s'applique aux fédérations et que les sociétés exemptées doivent tirer leur revenu principalement des prêts aux membres.

Les commissaires proposent aussi que la déduction de 7 p.c. sur les dividendes soit discontinuée. Heureusement, dans le premier budget qu'il a déposé en temps de paix, le Ministre des Finances a mis fin à la déduction à la source sur tous les dividendes, de sorte que cette recommandation ne nécessite pas une loi spéciale.

PARTIE III.—La Commission a fait enquête sur l'application de l'impôt sur le revenu et de la taxation des surplus de bénéfiques aux compagnies d'assurance exploitées sur une base mutuelle. Leur enquête s'est limitée aux affaires de l'assurance-feu, de l'assurance-accidents et de l'assurance-automobile et ne s'est pas étendue à l'assurance-vie ou à l'assurance maritime.

L'article 4 de la loi de l'impôt de guerre sur le revenu prescrit que les revenus suivants ne sont pas sujets à l'impôt:—

“Corporations mutuelles

“(g) Le revenu des corporations mutuelles n'ayant pas un capital représenté par des actions, dont aucune partie du revenu ne profite à quelqu'un de leurs membres, et le revenu des compagnies d'assurance sur la vie sauf le montant porté au crédit du compte des actionnaires;

“Associations agricoles

“(i) Le revenu des associations d'assurance, de mortgage et de prêts exclusivement exploitées au bénéfice des cultivateurs et approuvées par le Ministre.”